

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala



6° année / N°255

du 28 janvier au 3 février 1988

POLITIQUE

Malaise dans l'armée
La polémique entre le gouvernement et l'armée continue
L'armée organise une farce publicitaire
Des jeunes se refusent à accomplir le service militaire
Une célébration onéreuse
Castejon propose un coup d'Etat
Cerezo plaide pour une aide à la Contra
Le Guatemala, siège de la CEA

INSURRECTION

Plus de cent pertes pour l'armée en janvier

MOUVEMENT POPULAIRE

L'augmentation des tarifs de l'électricité est suspendue
Le gouvernement complice
Enlèvement de paysans dans le Quiché
Contre l'aide à la police nationale

EGLISE

A la mémoire des victimes de l'ambassade d'Espagne

SITUATION SOCIALE

14 personnes meurent de froid

DROITS DE L'HOMME

Condamnation des bombardements
CDHG-ONU : La torture est fréquente au Guatemala
Les enlèvements et les exécutions continuent au Guatemala

4°P. 12315

POLITIQUE

MALAISE DANS L'ARMEE

Le général Benedicto Lucas Garcia, ex-chef de l'état-major de la Défense sous le gouvernement de son frère, le général Romeo Lucas Garcia (1978-82), a déclaré le 27 janvier que certains secteurs de l'armée sont en désaccord avec la politique de l'actuel gouvernement. Evoquant face à un envoyé d'un journal télévisé les mutations de plusieurs officiers supérieurs en poste dans le Quiché, Benedicto Lucas a estimé que l'affaire peut avoir "un arrière-fond politique". Selon le général, le mécontentement règne dans les rangs de l'armée en raison des nombreux changements intervenus récemment ; des officiers ont été nommés au grade de général et destitués peu après ; le rejet de certains postulants à des postes diplomatiques a porté atteinte au prestige de l'armée.

Il est possible, poursuit le général en retraite, que le gouvernement organise des groupes paramilitaires pour prévenir une tentative de coup d'Etat ; c'est le cas de la Garde nationale, préparée par le gouvernement à s'opposer à l'armée, et dont l'équipe est plus efficace.

LA POLEMIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'ARMEE CONTINUE

La polémique entre le gouvernement et l'armée s'est poursuivie, lorsqu'on a appris le retrait du général Hector Mario Lopez Fuentes du poste d'ambassadeur du Guatemala en Italie ; d'autres militaires de services extérieurs ont également été mutés.

Le ministre des Affaires étrangères, Alfonso Cabrera, a annoncé le retour du général Rolando Chinchilla Aguilar, ambassadeur à Taiwan, et celui du colonel Ramiro Gereda Asturias, ambassadeur en Israël. Selon le général Lopez Fuentes, de retour d'Italie, il s'agit de "détériorer l'image de l'armée".

Lopez Fuentes qualifie les nominations manquées de l'ex-chef de l'Etat, le général Mejia Victores, et du général Pablo Nuila Hub (à des postes diplomatiques au Pérou et en Equateur) "d'erreurs de procédures" du ministère des Affaires étrangères ; il a l'impression que l'on "est en train d'agir contre l'armée".

L'ARMEE ORGANISE UNE FARCE PUBLICITAIRE

Le 29 janvier, la station de radio "Voz popular" a dénoncé le fait que des paysans capturés par l'armée au cours de l'offensive de fin d'année ont été obligés de se présenter comme des guérilleros amnésés.

Selon l'organe de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), "l'armée a contraint les paysans à revêtir un uniforme vert olive, leur a donné des armes et les a forcés à déclarer qu'ils s'étaient volontairement présentés devant les officiers de la zone militaire de Santa Cruz dans le Quiché".

L'institution militaire, ajoute la radio, veut présenter des succès de son offensive et a recours à des manipulations pour surprendre l'opinion publique. L'armée veut laisser croire que l'amnistie, qui avait été très combattue dans les sphères du Congrès, "n'a eu aucun effet et n'a apporté aucun fruit pour le pays".

DES JEUNES SE REFUSENT A ACCOMPLIR LE SERVICE MILITAIRE

Le 2 février, le porte-parole de l'armée, Roberto Letona, a reconnu que des jeunes refusaient d'accomplir le service militaire et que l'armée devait recourir à des recrutements forcés.

Des habitants du département de Sacatepequez, dans le centre du pays, ont protesté contre le recrutement "indiscriminé" effectué par l'armée ; des jeunes sont en effet obligés de s'engager sans aucun avis préalable.

UNE CELEBRATION ONEREUSE

La radio "Voz popular" a qualifié "d'onéreuse" la célébration du II anniversaire de la Démocratie chrétienne, réalisée le 14 février. Le coût en serait de un millions de quetzales, si l'on tient compte des coûts de transport et de séjour des invités. Le gouvernement a utilisé 200 autobus, à 400 quetzales pièce, et l'on compte 15 Q. pour chacun des mille assistants à la cérémonie.

CASTEJON PROPOSE UN COUP D'ETAT

Mario Castejon (extrême-droite), que l'on dit lié au colonel North et à la Contra nicaraguayenne, a publiquement exhorté au coup d'Etat le 28 janvier.

Lors d'un discours télévisé, Castejon a déclaré qu'il manquait au pays un gouvernement qui introduise des changements radicaux ; "si nous n'avons pas obtenu ce que nous désirions en deux ans de démocratie, nous devons prendre la responsabilité de nos actes et chercher une solution."

CEREZO PLAIDE POUR UNE AIDE A LA CONTRA

D'après une information du 27 janvier en provenance de Washington, Vinicio Cerezo, président du Guatemala, est intervenu au Congrès afin qu'il approuve "une aide humanitaire supplémentaire à la Contra, car il serait dangereux de les abandonner".

Bien que Cerezo ait confirmé, dans une entrevue accordée au Washington Times, son opposition à l'octroi d'une aide militaire aux Contras, il a incité le Congrès à en approuver le principe, afin d'inciter le gouvernement sandiniste à réaliser des réformes démocratiques au Nicaragua. Quant à l'aide humanitaire, son approbation par le Congrès ne devrait pas perturber le processus de paix. La suppression de cette aide conduirait les alliés de Washington à la conclusion que "nous ne pouvons rien faire, car les Etats-Unis nous abandonneront un jour".

"Ceci est très dangereux pour la politique internationale des Etats-Unis", a conclu Cerezo.

LE GUATEMALA, SIEGE DE LA CEA

Selon la presse du 2 février, le Guatemala a accepté d'assumer le secrétariat général permanent de la 18^e conférence des armées américaines (CEA) pour l'exercice 1988-89. Ses responsabilités étaient jusqu'à présent assumées par l'Argentine.

Le général Hector Gramajo a affirmé au cours de l'acte protocolaire que les armées latino-américaines "doivent veiller à l'ordre constitutionnel et renforcer les processus démocratiques", sans penser aux coups d'Etat.

D'autre part, le général Manuel Antonio Callejas, chef de l'état-major de l'armée a décoré le 28 janvier de la croix du mérite militaire de seconde classe le colonel d'infanterie Cete Kwel Wu Yeong, attaché militaire de l'ambassade du Guatemala à Taiwan.

INSURRECTION

PLUS DE CENT PERTES POUR L'ARMEE EN JANVIER

Selon une information de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG), la guérilla a causé au moins 100 pertes à l'armée au cours du mois de janvier.

Dans un communiqué diffusé le 29 janvier par la radio "Voz popular", l'UNRG assure avoir causé environ 86 pertes à l'armée lors de 5 attaques contre des postes et au cours d'embuscades tendues aux troupes dans le Quiché, le Peten et à San Marcos. 5 hélicoptères ont été endommagés et des équipements militaires confisqués.

Un communiqué de l'UNRG du 2 février informe de trois actions de harcèlement et de l'attaque d'un détachement militaire dans les départements de San Marcos et du Peten, entre les 29 et 31 janvier. L'armée a subi 14 pertes.

MOUVEMENT POPULAIRE

L'AUGMENTATION DES TARIFS DE L'ELECTRICITE EST SUSPENDUE

A la suite d'une réunion le 29 avec le président Cerezo, l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a décidé de suspendre les mesures envisagées pour le 1er février. Une trêve a été décidée, à - près que le président se soit engagé à suspendre l'augmentation de 40% des tarifs de l'électricité qui avait décidée .

Les syndicalistes ont néanmoins lancé un appel à la population, afin qu'elle soit attentive à un "éventuel échec" des conversations soutenues avec le président.

De son côté, Cerezo s'est engagé à faire d'autres propositions pour résoudre les problèmes de l'Institut national de l'électricité, propositions qui devraient être examinées par les dirigeants syndicaux.

VIII° ANNIVERSAIRE DES EVENEMENTS DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE

Le 31 janvier 1980, la police, sur ordre du gouvernement militaire, donnait l'assaut sur l'ambassade d'Espagne. Aucun des occupants ne survivait à l'incendie.

Huit ans après, le CUC rappelle "que les raisons pour lesquelles nos frères avaient occupé l'ambassade d'Espagne sont toujours d'actualité et que les dénonciations (contre l'armée dans le nord et dans le Quiché) qu'ils voulaient faire connaître au monde entier sont incroyablement semblables à celles que nous formulons aujourd'hui, en dépit de la présence au pouvoir d'un gouvernement démocrate-chrétien".

EGLISE

A LA MEMOIRE DES VICTIMES DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE

Une veillée a été organisée le 30 janvier à la mémoire des victimes de l'ambassade d'Espagne, en face de l'ancien siège de cette ambassade.

Une cérémonie religieuse réalisée pour les 29 "martyres et prophètes de notre temps, qui ont donné leur vie pour la liberté", et également dédiée aux Guatémaltèques séquestrés ou assassinés, comptait avec la participation du Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches de disparus, ainsi que d'autres associations populaires et religieuses du pays.

Les organisateurs de la veillée ont dénoncé les actes d'intimidation dont plusieurs d'entre eux ont été victimes de la part des forces de sécurité du gouvernement.

SITUATION SOCIALE

14 PERSONNES MEURENT DE FROID

Le 27 janvier, 14 personnes sont mortes de froid. Leur corps ont été retrouvés sur la voie publique, et transportés dans l'Amphithéâtre de la capitale pour y être réclamés par leurs familles. Les cadavres ont ensuite été enterrés sans avoir été identifiés.

DROITS DE L'HOMME

CONDAMNATION DES BOMBARDEMENTS

Selon un communiqué du GAM, des citoyens nord-américains et des Guatémaltèques résidant à Boston (Massachusetts), ont exprimé leur

Le Comité de Boston "condamne énergiquement" les bombardements continuels contre la population civile du nord du Quiché et de Santiago Atitlan ; il demande que justice soit faite sur les assassinats des dirigeants universitaires du Quetzaltenango. Il demande au président Cerezo de "faire tout son possible pour que cessent les violations des droits de l'homme", et qu'une enquête soit menée sur les dénonciations de crimes présents ou passés.

LE GOUVERNEMENT COMPLICE

Le président Cerezo, l'actuel ministre de l'Education, Eduardo Meyer, l'ambassadeur du Guatemala aux Nations unies, Fernando Andrade, connaissaient les lieux de détention des personnes enlevées sous les gouvernements précédents et n'ont rien fait pour résoudre cette situation.

Ces faits ont été révélés par le Groupe d'Appui mutuel aux proches des disparus au procureur des droits de l'homme, Gonzalo Menendez de la Riva et à la commission des droits de l'homme de l'OEA en visite dans le pays.

Selon le GAM, l'actuel président de la république, Vinicio Cerezo, lui avait proposé avant les élections d'intercéder auprès de Fernando Andrade, alors ministre des Affaires étrangères, car il avait "beaucoup d'influence sur l'armée ... et nous savons qu'il y a dix personnes détenues dans la caserne de la police militaire mobile".

ENLEVEMENT DE PAYSANS DANS LE QUICHE

Le 29 janvier, la Commission des droits de l'homme du Guatemala a dénoncé le fait que 160 paysans ont été forcés à déclarer s'être volontairement présentés à l'armée.

La CDHG rappelle que le 26 janvier, le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, avait fait savoir à la presse que 152 paysans et 8 guérillos s'étaient rendus aux autorités, après avoir été recrutés par la guérilla dans le Quiché.

"Nous savons que ces personnes ont été forcées à faire ces déclarations, afin de tromper l'opinion publique nationale et internationale, et de faire croire que l'armée protège la population civile. En réalité, l'offensive lancée par l'armée a fait un nombre important de victimes civiles", a affirmé la CDHG.

CONTRE L'AIDE A LA POLICE NATIONALE

Des organismes humanitaires et des hommes politiques nord-américains ont critiqué la décision du maire d'Atlanta, Andrew Young, de continuer à appuyer la police guatémaltèque, responsable de violations des droits de l'homme.

Selon un câble international du 31 janvier, Young a reçu des centaines de lettres lui demandant de reconsidérer sa décision. 13 membres du congrès, ex-collègues de Young, lui assurent que la police guatémaltèque dépend de l'armée et qu'aucun policier, officier ou soldat

n'a jusqu'à présent été jugé pour des actes de répression.

CDHG-ONU : LA TORTURE EST FREQUENTE AU GUATEMALA

Le Guatemala figure à nouveau dans le rapport de l'ONU rédigé à partir des travaux de la Commission des droits de l'homme, comme l'un des pays où la torture et la violation des droits de l'homme sont des actes fréquents.

Selon Peter Kooijmans, rapporteur, l'ONU est intervenue en 1987 auprès de 29 pays à propos de nombreuses dénonciations sur les tortures commises. La réponse du Guatemala n'était pas parvenue au moment de la rédaction du rapport.

LES ENLEVEMENTS ET LES EXECUTIONS CONTINUENT AU GUATEMALA

Selon la presse du 28 janvier, 3 enlèvements et 6 exécutions sont imputables aux escadrons de la mort.

Francisco Pineda a été tué par balle dans la capitale ; Emilio Blanco a été exécuté par balle par un groupe d'hommes à son domicile, dans la municipalité de Santa Maria Ixtahuacan, Huehuetenango. Les cadavres de Diego Sicaï Capalu et de Gaspar Yatz Pablo ont été retrouvés sur la route reliant Santiago Atitlan à San Lucas Toliman, département de Solola. Yatz avait été interpellé dans un bus, ainsi que 4 autres personnes, par des hommes en uniforme militaire. Sicaï et deux frères nommés Mesia ont été enlevés à leur domicile.

Jorge Morales et deux hommes non identifiés, voyageant à bord d'un autobus, ont été interpellés par un groupe paramilitaire qui les a interceptés sur une route de la municipalité de Coatepeque, dans le département du Quetzaltenango.